

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE

ET LITTÉRAIRE.

New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, VENDREDI, 3 SEPTEMBRE 1830.

NO. 55

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

L'importance des événements dont nous recevons la nouvelle par l'*Hibernia*, parti de Liverpool le 4 juillet, nous engage à avancer d'un jour la publication de la première feuille du *Courrier des États-Unis*. La seconde feuille paraîtra samedi, comme de coutume.

Les Bourbons ont cessé de régner sur la France !

Sourd à la voix de la raison et de l'expérience, entouré d'odieux et d'imbéciles conseillers Charles X a voulu ramener une nation généreuse sous le joug de l'arbitraire et du bon plaisir et il a été renversé du trône.

Le sang a coulé dans la capitale, de courageux citoyens ont perdu la vie en défendant la cause de la liberté, mais la France est libre, et le drapeau tricolore flotte de nouveau sur le palais des Tuileries.

Nous allons placer sous les yeux de nos lecteurs l'histoire de cette révolution, si belle, si noblement exécutée, en commençant par le rapport des ministres et les décrets qui l'ont occasionnée. Nous suivrons l'ordre des événements autant que pourra nous le permettre le peu de tems qui nous reste pour de si longues traductions.

PARIS, 26 juillet.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Vos ministres seraient peu dignes de la confiance dont V. M. les honore, s'ils tardaient plus long-tems à placer sous vos yeux un aperçu de notre situation intérieure, et à signaler à votre haute sagesse les dangers de la presse périodique.

A aucune époque, depuis quinze années, cette situation ne s'était présentée sous un aspect plus grave et plus affligeant. Malgré une prospérité matérielle dont nos annales n'avaient jamais offert d'exemple, des signes de désorganisation et des symptômes d'anarchie se manifestent sur presque tous les points du royaume.

Les causes successives qui ont concouru à affaiblir les ressorts du gouvernement monarchique, tendent aujourd'hui à en altérer et à en changer la nature ; déchue de sa force morale, l'autorité, soit dans la capitale, soit dans les provinces, ne lutte plus qu'avec désavantage contre les factions ; des doctrines pernicieuses et subversives, hautement professées, se répandent et se propagent dans toutes les classes de la population ; des inquiétudes trop généralement accréditées agitent les esprits et tourmentent la société. De toutes parts, on demande au présent des gages de sécurité pour l'avenir.

Une malveillance active, ardente, infatigable, travaille à ruiner tous les fondemens de l'ordre et à ravir à la France le bonheur dont elle jouit sous le sceptre de ses rois. Habile à exploiter tous les mécontentemens et à soulever toutes les haines, elle fomenté parmi les peuples un esprit de défiance et d'hostilité envers le pouvoir, et cherche à semer partout des germes de troubles et de guerre civile.

Et déjà, Sire, des événements récents ont prouvé que les passions politiques, contenues jusqu'ici dans les sommités de la société, commencent à en pénétrer les profondeurs et à ébranler les masses populaires. Ils ont prouvé aussi que ces masses ne s'ébranleraient pas toujours sans danger pour ceux-là même qui s'efforcent de les arracher au repos.

Une multitude de faits, recueillis dans le cours des opérations électorales, confirment ces données, et nous offriraient le présage trop certain de nouvelles commotions, s'il n'était au pouvoir de V. M. d'en détourner le malheur.

Partout aussi, si l'on observe avec attention, existe un besoin d'ordre, de force et de permanence, et les agitations qui y semblent le plus contraires n'en sont en réalité que l'expression et le témoignage.

Il faut bien le reconnaître : ces agitations qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse. Une loi des élections, non moins féconde en désordres, a sans doute concouru à les entretenir ; mais ce serait nier l'évidence que de ne pas voir dans les journaux le principal foyer d'une corruption dont les progrès sont chaque jour plus sensibles, et la première source des calamités qui menacent le royaume.

L'expérience, Sire, parle plus hautement que les théories. Des hommes éclairés sans doute, et dont la bonne foi d'ailleurs n'est pas suspecte, entraînés par l'exemple mal compris d'un peuple voisin, ont pu croire que les avantages de la presse périodique en balanceraient les inconvéniens, et que ses excès se neutraliseraient par des excès contraires. Il n'en a pas été ainsi, l'épreuve est décisive, et la question est maintenant jugée dans la conscience publique.

A toutes les époques, en effet, la presse périodique n'a été, et il est dans sa nature de n'être qu'un instrument de désordre et de sédition.

Que de preuves nombreuses et irrécusables à apporter à l'appui de cette vérité ! C'est par l'action violente et non interrompue de la presse que s'expliquent les variations trop subites, trop fréquentes de notre politique intérieure. Elle n'a pas permis qu'il s'établît en France un système régulier et stable de gouvernement, ni qu'on s'occupât avec quelque suite d'introduire dans toutes les branches de l'administration publique les améliorations dont elles sont susceptibles. Tous les ministères depuis 1814, quoique formés sous des influences diverses et soumis à des directions opposées, ont été en butte aux mêmes traits, aux mêmes attaques et au même déchaînement de passions. Les sacrifices de tout genre, les concessions de pouvoir, les alliances de parti, rien n'a pu les soustraire à cette commune destinée.

Ce rapprochement seul, si fertile en réflexions, suffirait pour assigner à la presse son véritable, son invariable caractère. Elle s'applique, par des efforts soutenus, persévérans, répétés chaque jour, à relâcher tous les liens d'obéissance et de subordination, à user les ressorts de l'autorité publique, à la rabaisser, à Pavilir dans l'opinion des peuples et à lui créer partout des embarras et des résistances.

Son art consiste, non pas à substituer à une trop facile soumission d'esprit une sage liberté d'examen, mais à réduire en problème les vérités les plus positives ; non pas à provoquer sur les questions politiques une controverse franche et utile, mais à les présenter sous un faux jour et à les résoudre par des sophismes.

La presse a jeté ainsi le désordre dans les intelligences les plus droites, ébranlé les convictions les plus fermes, et produit, au milieu de la société, une confusion de principes qui se prête aux tentatives les plus funestes. C'est par l'anarchie dans les doctrines qu'elle prélude à l'anarchie dans l'Etat.

Il est digne de remarque, Sire, que la presse périodique n'a pas même rempli sa plus essentielle condition, celle de la publicité. Ce qui est étrange, mais ce qui est vrai à dire, c'est qu'il n'y a pas de publicité en France, en prenant ce mot dans sa juste et rigoureuse acception. Dans l'état des choses, les faits, quand ils ne sont pas entièrement supposés, ne parviennent à la connaissance de plusieurs millions de lecteurs que tronqués, défigurés, mutilés de la manière la plus odieuse. Un épais nuage, élevé par les journaux, dérobe la vérité et intercepte en quelque sorte la lumière entre le gouvernement et les peuples. Les Rois vos prédécesseurs, Sire, ont toujours aimé à se communiquer à leurs sujets ; c'est une satisfaction dont la presse n'a pas voulu que Votre Majesté pût jouir.

Une licence qui a franchi toutes les bornes n'a respecté, en effet, même dans les occasions les plus personnelles, ni les volontés expresses du Roi, ni les paroles descendues du haut du trône. Les unes ont été méconnues et dénaturées ; les autres ont été l'objet de perfides commentaires ou d'amères dérisions. C'est ainsi que le dernier acte de la puissance royale, la proclamation, a été discréditée dans le public, avant même d'être connue des électeurs.

Ce n'est pas tout. La presse ne tend pas moins qu'à subjuguer la souveraineté et à envahir les pouvoirs de l'état. Organe prétendu de l'opinion publique, elle aspire à diriger les débats des deux Chambres, et il est incontestable qu'elle y apporte le poids d'une influence non moins fâcheuse que décisive. Cette domination a pris surtout depuis deux ou trois ans, dans la Chambre des députés, un caractère manifeste d'oppression et de tyrannie. On a vu, dans cet intervalle de tems, les journaux poursuivre de leurs insultes et de leurs outrages les membres dont le vote leur paraissait incertain ou suspect. Trop souvent, Sire, la liberté des délibérations dans cette Chambre a succombé sous les coups redoublés de la presse.

On ne peut qualifier en termes moins sévères la conduite des journaux de l'opposition dans des circonstances plus récentes. Après avoir eux-mêmes provoqué une adresse attentatoire aux prérogatives du trône, ils n'ont pas craint d'élever en principe la réélection des 221 députés dont elle est l'ou-

vrage. Et cependant Votre Majesté avait repoussé cette adresse comme offensante ; elle avait porté un blâme public sur le refus de concours qui y était exprimé, elle avait annoncé sa résolution immuable de défendre les droits de sa couronne si ouvertement compromis. Les feuilles périodiques n'en ont tenu compte ; elles ont pris, au contraire, à tâche de renouveler, de perpétuer et d'aggraver l'offense. Votre Majesté décidera si cette attaque téméraire doit rester plus long-tems impunie.

Mais de tous les excès de la presse, le plus grave peut-être nous reste à signaler. Dès les premiers tems de cette expédition dont la gloire jetté un éclat si pur et si durable sur la noble couronne de la France, la presse en a critiqué avec une violence inouïe les causes, les moyens, les préparatifs, les chances de succès. Insensible à l'honneur national, il n'a pas dépendu d'elle que notre pavillon ne restât flétri des insultes d'un barbare. Indifférente aux grands intérêts de l'humanité, il n'a pas dépendu d'elle que l'Europe ne restât asservie à un esclavage cruel et à des tributs honteux.

Ce n'était point assez : par une trahison que nos lois auraient pu atteindre, la presse s'est attachée à publier tous les secrets de l'armement, à porter à la connaissance de l'étranger l'état de nos forces, le dénombrement de nos troupes, celui de nos vaisseaux, l'indication des points de station, les moyens à employer pour dompter l'inconstance des vents, et pour aborder la côte. Tout, jusqu'au lieu de débarquement, a été divulgué comme pour ménager à l'ennemi une défense plus assurée. Et, chose sans exemple chez un peuple civilisé, la presse, par de fausses alarmes sur les périls à courir, n'a pas craint de jeter le découragement dans l'armée, et signalant à sa haine le chef même de l'entreprise, elle a pour ainsi dire excité les soldats à lever contre lui l'étendard de la révolte ou à déserter leurs drapeaux ! Voilà ce qu'ont osé faire les organes d'un parti qui se prétend national !

Ce qu'il ose faire chaque jour, dans l'intérieur du royaume, ne va pas moins qu'à disperser les élémens de la paix publique, à dissoudre les liens de la société, et qu'on ne s'y méprenne point, à faire trembler le sol sous nos pas. Ne craignons pas de relever ici toute l'étendue de nos maux pour pouvoir mieux apprécier toute l'étendue de nos ressources. Une diffamation systématique, organisée en grand, et dirigée avec une persévérance sans égale, va atteindre, ou de près ou de loin, jusqu'au plus humble des agens du pouvoir. Nul de vos sujets, Sire, n'est à l'abri d'un outrage, s'il reçoit de son souverain la moindre marque de confiance ou de satisfaction. Un vaste réseau, étendu sur la France, enveloppe tous les fonctionnaires publics ; constitués en état de prévention, ils semblent en quelque sorte retranchés de la Société civile ; on n'épargne que ceux dont la fidélité chancelle ; on ne loue que ceux dont la fidélité succombe ; les autres sont notés par la faction pour être plus tard sans doute immolés aux vengeances populaires.

La presse périodique n'a pas mis moins d'ardeur à poursuivre de ses traits envenimés la religion et le prêtre. Elle veut, elle voudra toujours déraciner, dans le cœur des peuples, jusqu'aux derniers germes des sentimens religieux. Sire, ne doutez pas qu'elle y parvienne, en attaquant les fondemens de la foi, en altérant les sources de la morale publique, et en prodiguant à pleines mains la dérision et le mépris aux ministres des autels.

Nulle force, il faut l'avouer, n'est capable de résister à un dissolvant aussi énergique que la presse. A toutes les époques où elle s'est dégagée de ses entraves, elle a fait irruption, invasion dans l'Etat. On ne peut qu'être singulièrement frappé de la similitude de ses effets depuis quinze ans, malgré la diversité des circonstances et malgré le changement des hommes qui ont occupé la scène politique. Sa destinée est en un mot de recommencer la révolution, dont elle proclame hautement les principes. Placée et replacée plusieurs fois sous le joug de la censure, elle n'a autant de fois ressaisi la liberté que pour reprendre son ouvrage interrompu. Afin de le continuer avec plus de succès, elle a trouvé un actif auxiliaire dans la presse départementale qui, mettant aux prises les jalousies et les haines locales, semant l'effroi dans l'âme des hommes timides, harcelant l'autorité par d'interminables tracasseries, a exercé une influence presque décisive sur les élections.

Ces derniers effets, Sire, sont passagers ; mais des effets plus durables se font remarquer dans les mœurs et le caractère de la nation. Une polémique ardente, mensongère et passionnée, école de scandale et de licence, y produit des changemens graves et des altérations profondes ; elle donne une

fausse direction aux esprits, les remplit de préventions et de préjugés, les détourne des études sérieuses, nuit aussi au progrès des arts et des sciences, excite parmi nous une fermentation toujours croissante, entretient, jusque dans le sein des familles, de funestes dissensions et pourrait par degrés nous ramener à la barbarie.

Contre tant de maux enfantés par la presse périodique, la loi et la justice seront également réduites à confesser leur impuissance.

Il serait superflu de rechercher les causes qui ont atténué la répression, et en ont fait insensiblement une arme inutile dans la main du pouvoir. Il nous suffit d'interroger l'expérience et de constater l'état présent des choses.

Les mœurs judiciaires se prêtent difficilement à une répression efficace. Cette vérité d'observation avait depuis longtemps frappé de bons esprits : elle a acquis nouvellement un caractère plus marqué d'évidence. Pour satisfaire aux besoins qui l'ont fait instituer, la répression aurait dû être prompte et forte : elle est restée lente, faible et à peu près nulle. Lorsqu'elle intervient, le dommage est commis ; loin de le réparer, la punition y ajoute le scandale du débat.

La poursuite juridique se lasse, la presse séditieuse ne se lasse jamais. L'une s'arrête, parce qu'il y a trop à seoir, l'autre multiplie ses forces en multipliant ses délits.

Dans des circonstances diverses, la poursuite a eu ses périodes d'activité ou de relâchement. Mais zèle ou tiédeur de la part du ministère public, qu'importe à la presse ? Elle cherche dans le redoublement de ses excès la garantie de leur impunité.

L'insuffisance ou plutôt l'inutilité des précautions établies dans les lois en vigueur, est démontrée par les faits. Ce qui est également démontré par les faits, c'est que la sûreté publique est compromise par la presse. Il est tems, il est plus que tems d'en arrêter les ravages.

Entendez, Sire, ce cri prolongé d'indignation et d'effroi qui part de tous les points de votre royaume. Les hommes paisibles, les gens de bien, les amis de l'ordre élèvent vers V. M. des mains suppliantes. Tous lui demandent de les préserver du retour des calamités dont leurs pères ou eux-mêmes eurent tant à gémir. Ces alarmes sont trop réelles pour n'être pas écoutées, ces vœux sont trop légitimes pour n'être pas accueillis.

Il n'est qu'un seul moyen d'y satisfaire, c'est de rentrer dans la Charte. Si les termes de l'article 8 sont ambigus, son esprit est manifeste. Il est certain que la Charte n'a pas concédé la liberté des journaux et des écrits périodiques. Le droit de publier ses opinions personnelles n'implique pas certaines ment le droit de publier, par voie d'entreprise, les opinions d'autrui. L'un est l'usage d'une faculté que la loi a pu laisser libre ou soumettre à des restrictions, l'autre est une spéculation d'industrie, qui, comme les autres, et plus que les autres, suppose la surveillance de l'autorité publique.

Les intentions de la Charte à ce sujet sont exactement expliquées dans la loi du 21 octobre 1814, qui en est à quelque sorte l'appendice, on peut d'autant moins en douter, que cette loi fut présentée aux Chambres le 5 juillet, c'est-à-dire un mois après la promulgation de la Charte. En 1819, à l'époque même où un système contraire prévalut dans les Chambres, il y fut hautement proclamé que la presse périodique n'était point régie par la disposition de l'article 8. Cette vérité est d'ailleurs attestée par les lois même qui ont imposé aux journaux la condition d'un cautionnement.

Maintenant, Sire, il ne reste plus qu'à se demander comment doit s'opérer ce retour à la Charte et à la loi du 21 octobre 1814. La gravité des conjectures présentes a résolu cette question.

Il ne faut pas s'abuser. Nous ne sommes plus dans les conditions ordinaires du gouvernement représentatif. Les principes sur lesquels il a été établi, n'ont pu demeurer intacts au milieu de nos vicissitudes politiques. Une démocratie turbulente, qui a pénétré jusque dans nos lois, tend à se substituer au pouvoir légitime. Elle a disposé des élections par le moyen de ces journaux et le concours d'affiliations nombreuses. Elle a paralysé, autant qu'il dépendait d'elle, l'exercice régulier de la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la chambre élective. Par cela même la constitution de l'Etat est ébranlée : Votre Majesté seule conserve la force de la rassembler et de la raffermir sur ses bases.

Le droit, comme le devoir d'en assurer le maintien, est l'attribut inséparable de la souveraineté. Nul gouvernement sur la terre ne resterait debout, s'il n'avait le droit de pourvoir à sa sûreté. Ce pouvoir est préexistant aux lois, parce qu'il est dans la nature des choses. Ce sont là, Sire, des maximes qui ont pour elles et la sanction du tems et l'aveu de tous les publicistes de l'Europe.

Mais ces maximes ont une autre sanction plus positive encore, celle de la Charte elle-même. L'article 14 a investi V. M. d'un pouvoir suffisant, non sans doute pour changer nos institutions, mais pour les consolider et les rendre plus immuables.

D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte, mais qui sont en-dehors de l'ordre légal, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées.

Ces mesures, Sire, vos ministres, qui doivent en assurer le succès, n'hésitent pas à vous les proposer, convaincus qu'ils sont que force restera à justice.

Nous sommes avec le plus profond respect,

Sire, de Votre Majesté,

Les très-humbles et très-fidèles sujets,

Le président du conseil des ministres, *PR. DE POLIGNAC.*

Le garde-des-sceaux de France, ministre de la justice, *CHANTELAUZE.*

Le ministre secrétaire-d'état de la marine et des colonies, *BARON D'HAUSSEZ.*

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur, *Cte DE PEYRONNET.*

Le ministre secrétaire-d'état des finances, *MONTBEL.*

Le ministre secrétaire-d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, *Cte DE GUERON-RANVILLE.*

Le ministre secrétaire-d'état des travaux publics, *BARON CAPELLE.*

ORDONNANCES DU ROI.

CHARLES, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre,

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Sur le rapport de notre conseil des ministres,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La liberté de la presse périodique est suspendue.

2. Les dispositions des art. 1^{er}, 2 et 9 du titre 1^{er} de la loi du 21 octobre 1814, sont remises en vigueur.

En conséquence, nul journal et écrit périodique ou semi-périodique, établi ou à établir, sans distinction des matières qui y seront traitées, ne pourra paraître, soit à Paris, soit dans les départements, qu'en vertu de l'autorisation qu'en auront obtenu de nous séparément les auteurs et l'imprimeur.

Cette autorisation devra être renouvelée tous les trois mois.

Elle pourra être révoquée.

3. L'autorisation pourra être provisoirement accordée et provisoirement retirée par les préfets aux journaux et ouvrages périodiques ou semi-périodiques, publiés ou à publier dans les départements.

4. Les journaux et écrits publiés en contravention à l'art. 2 seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

5. Nul écrit au-dessous de vingt feuilles d'impression qui ne constituerait pas un même corps d'ouvrage sera également soumis à la nécessité de l'autorisation.

Les écrits publiés sans autorisation seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés ou mis hors de service.

6. Les Mémoires sur procès et les Mémoires des Sociétés savantes ou littéraires sont soumis à l'autorisation préalable, s'ils traitent en tout ou partie de matières politiques, cas auquel les mesures prescrites par l'article 5 leur seront applicables.

7. Toute disposition contraire aux présentes restera sans effet.

8. L'exécution de la présente ordonnance aura lieu en conformité de l'art. 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816 et de ce qui est prescrit par celle du 18 janvier 1817.

9. Nos ministres secrétaires-d'état sont chargés de l'exécution des présentes.

Donné en notre château de St.-Cloud, le vingt-cinq de juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le président du conseil des ministres,

PR. DE POLIGNAC.

Le garde-des-sceaux ministre secrétaire-d'état de la justice,

CHANTELAUZE.

Le ministre secrétaire-d'état de la marine et des colonies,

BARON D'HAUSSEZ.

Le ministre secrétaire-d'état des finances,

MONTBEL.

Le ministre secrétaire-d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Comte DE GUERON-RANVILLE.

Le ministre secrétaire-d'état des travaux publics,

BARON CAPELLE.

CHARLES, etc.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Vu l'art. 50 de la Charte constitutionnelle,

Etant informé des manœuvres qui ont été pratiquées sur plusieurs points de notre royaume, pour tromper et égarer les électeurs pendant les dernières opérations des collèges électoraux,

Notre conseil entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. La chambre des députés des départements est dissoute.

2. Notre ministre secrétaire-d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le 25^e jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent trente et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,

Cte DE PEYRONNET.

CHARLES, etc.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Ayant résolu de prévenir le retour des manœuvres qui ont exercé une influence pernicieuse sur les dernières opérations des collèges électoraux ;

Voulant en conséquence réformer, selon les principes de la Charte constitutionnelle, les règles d'élection dont l'expérience a fait sentir les inconvénients,

Nous avons reconnu la nécessité d'user du droit qui nous appartient, de pourvoir, par des actes émanés de nous, à la sûreté de l'Etat et à la répression de toute entreprise attentatoire à la dignité de notre couronne.

A ces causes,

Notre conseil entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Conformément aux articles 15, 36 et 30 de la Charte constitutionnelle la chambre des députés ne se composera que de députés de département.

2. Le cens électoral et le cens d'éligibilité se composeront exclusivement des sommes pour lesquelles l'électeur et l'éligible seront inscrits personnellement, en qualité de propriétaire ou d'usufruitier, au rôle de l'imposition foncière et de l'imposition personnelle et mobilière.

3. Chaque département aura le nombre de députés qui lui est attribué par l'art. 36 de la Charte constitutionnelle.

4. Les députés seront élus et la chambre sera renouvelée dans la forme et pour le tems fixés par l'article 37 de la Charte constitutionnelle.

5. Les collèges électoraux se diviseront en collèges d'arrondissement et collèges de département.

Sont toutefois exceptés les collèges électoraux des départements auxquels il n'est attribué qu'un seul député.

6. Les collèges électoraux d'arrondissement se composeront de tous les électeurs dont le domicile politique sera établi dans l'arrondissement.

Les collèges électoraux de département se composeront du quart le plus imposé des électeurs du département.

7. La circonscription actuelle des collèges électoraux d'arrondissement est maintenue.

8. Chaque collège électoral d'arrondissement élira un nombre de candidats égal au nombre des députés de département.

9. Le collège d'arrondissement se divisera en autant de sections qu'il devra nommer de candidats.

Cette division s'opérera proportionnellement au nombre des sections et au nombre total des électeurs du collège, en ayant égard, autant qu'il sera possible, aux convenances des localités et du voisinage.

10. Les sections du collège électoral d'arrondissement pourront être assemblées dans des lieux différents.

11. Chaque section du collège électoral d'arrondissement élira un candidat et procédera séparément.

12. Les présidents des sections du collège électoral d'arrondissement seront nommés par les préfets, parmi les électeurs de l'arrondissement.

13. Le collège de département élira les députés.

La moitié des députés du département devra être choisie dans la liste générale des candidats proposés par les collèges d'arrondissement.

Néanmoins, si le nombre des députés du département est impair, le partage se fera sans réduction du droit réservé au collège du département.

14. Dans le cas, où par l'effet d'omissions, de nominations nulles ou de doubles nominations, la liste de candidats proposée par les collèges d'arrondissement serait incomplète ; si cette liste est réduite au-dessous de la moitié du nombre exigé, le collège de département pourra élire un député de plus hors de la liste ; si la liste est réduite au-dessous du quart, le collège de département pourra élire, hors de la liste, la totalité des députés du département.

15. Les préfets, les sous-préfets et les officiers-généraux commandant les divisions militaires et les départements, ne pourront être élus dans les départements où ils exercent leurs fonctions.

16. La liste des électeurs sera arrêtée par le préfet en conseil de préfecture. Elle sera affichée cinq jours avant la réunion des collèges.

17. Les réclamations sur la faculté de voter auxquelles il n'aura pas été fait droit par les préfets, seront jugées par la chambre des députés, en même-tems qu'elle statuera sur la validité des opérations des collèges.

18. Dans les collèges électoraux de département les deux électeurs les plus âgés et les deux électeurs les plus imposés, rempliront les fonctions de scrutateurs.

La même disposition sera observée dans les sections de collège d'arrondissement, composées de plus de cinquante électeurs.

Dans les autres sections de collège, les fonctions de scrutateur seront remplies par le plus âgé et par le plus imposé des électeurs.

Le secrétaire sera nommé dans le collège des sections de collèges par le président et les scrutateurs.

19. Nul ne sera admis dans le collège ou section de collège s'il n'est inscrit sur la liste des électeurs qui en doivent faire partie. Cette liste sera remise au président, et restera affichée dans le lieu des séances du collège pendant la durée de ses opérations.

20. Toute discussion et toute délibération quelconques seront interdites dans le sein des collèges électoraux.

21. La police du collège appartient au président. Aucune force armée ne pourra, sans sa demande, être placée auprès du lieu des séances. Les commandans militaires seront tenus d'obtempérer à ses réquisitions.

22. Les nominations seront faites dans les collèges et sections de collège, à la majorité absolue des votes exprimés.

Néanmoins, si les nominations ne sont pas terminées après deux tours de scrutin, le bureau arrêtera la liste des personnes qui auront obtenu le plus de suffrages au deuxième tour. Elle contiendra un nombre de noms double de celui des nominations qui resteront à faire. Au troisième tour, les suffrages ne pourront être donnés qu'aux personnes inscrites sur cette liste et la nomination sera faite à la majorité relative.

23. Les électeurs voteront par bulletin de liste. Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de nominations à faire.

24. Les électeurs écriront leur vote sur le bureau, ou l'y feront écrire par l'un des scrutateurs.

25. Le nom, la qualification et le domicile de chaque électeur qui déposera son bulletin, seront inscrits par le secrétaire sur une liste destinée à constater le nombre des votans.

26. Chaque scrutin restera ouvert pendant six heures et sera dépouillé séance tenante.

27. Il sera dressé un procès-verbal pour chaque séance. Ce procès-verbal sera signé par tous les membres du bureau.

28. Conformément à l'art. 46 de la Charte constitutionnelle, aucun amendement ne pourra être fait à une loi, dans la chambre, s'il n'a été proposé ou consenti par nous, et s'il n'a été renvoyé et discuté dans les bureaux.

29. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance resteront sans effet.

30. Nos ministres secrétaires-d'état sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le 25^e jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent trente, et de notre règne le sixième.

Par le Roi :

CHARLES.

Le président du conseil des ministres, *PR. DE POLIGNAC.*

Le garde-des-sceaux, ministre de la justice, *CHANTELAUZE.*

Le ministre de la marine et des colonies, *BARON D'HAUSSEZ.*

Le ministre de l'intérieur, *Cte DE PEYRONNET.*

Le ministre des finances, *MONTBEL.*

Le ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, *Cte DE GUERON-RANVILLE.*

Le ministre des travaux publics, *BARON CAPELLE.*

CHARLES, etc.

A tous ceux qui les présentes verront, salut.
Vu l'ordonnance royale en date de ce jour, relative à l'organisation des collèges électoraux ;
Sur le rapport de notre ministre secrétaire-d'état au département de l'intérieur.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les collèges électoraux se réuniront, savoir : les collèges électoraux d'arrondissement, le 6 septembre prochain et les collèges électoraux de département, le 18 du même mois.

2. La chambre des pairs et la chambre des députés des départements sont convoquées pour le 28 du mois de septembre prochain.

3. Notre ministre secrétaire-d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 25^e jour du mois de juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,
C^{te} DE PEYRONNET.

CHARLES, etc.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Sur le rapport de notre garde-des-sceaux, ministre secrétaire-d'état au département de la justice,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le sieur Delaveau, conseiller-d'état en service extraordinaire, est nommé conseiller-d'état en service ordinaire.

2. Les sieurs comte de Vaublanc, baron Dudon, ministres d'état, marquis de Forbin des Issarts, baron de Frenilly, Franchet-Desperey, vicomte de Castelbajac, Syriens de Mayrinac, conseillers-d'état en service extraordinaire, sont autorisés à assister et à participer aux délibérations de notre conseil d'état.

4. Les sieurs de Formon et vicomte de Conny, maîtres des requêtes, sont nommés conseillers-d'état en service extraordinaire, avec autorisation d'assister et de participer aux délibérations de notre conseil d'état.

5. Les sieurs vicomte de Curzay, maître des conquêtes, préfet du département de la Gironde, et marquis de Villeneuve, préfet du département de la Corrèze, sont nommés conseillers-d'état en service extraordinaire.

6. Les sieurs baron de Chaulieu, préfet du département de la Loire, et Mery de Contades, sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire.

7. Notre garde-des-sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5 juillet de l'an de grâce mil huit cent trente, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le garde-des-sceaux de France, ministre de la justice,
CHANTELAUZE.

CHARLES, par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre,

A tous ceux qui ces présentes verront, salut :

Sur le rapport de notre garde-des-sceaux, ministre secrétaire-d'état au département de la justice,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le sieur Bergasse, ancien député aux Etats-Généraux, est nommé Conseiller-d'Etat honoraire.

2. Notre Garde-des-Sceaux, ministre secrétaire-d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le vingt-cinquième jour de juillet de l'an de grâce mil huit cent trente, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le garde-des-sceaux de France, ministre de la justice,
CHANTELAUZE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

ARRÊTÉ.

Nous, ministre secrétaire-d'état au département de l'intérieur,

Arrêtons :

Art. 1. Les préfets, sous-préfets et secrétaires-généraux absents du siège de leurs fonctions, y retourneront immédiatement.

2. Tout congé précédemment obtenu est révoqué.

3. A l'avenir, aucun fonctionnaire public dépendant du ministère de l'intérieur, ne pourra, pour aucune cause quelconque, s'éloigner du lieu où il exerce ses fonctions, s'il n'y a pas été préalablement autorisé par un congé spécial, accordé dans les formes prescrites par les réglemens.

Fait à Paris, le 25 juillet 1830.

Le Pair de France, Ministre de l'Intérieur,
Comte de PEYRONNET.

Correspondance particulière du Journal du Havre.

Le *Moniteur* d'aujourd'hui a frappé un coup auquel l'opinion publique n'était pas préparée. Les mesures qui viennent d'être prises n'ont pas besoin de commentaires ; elles sont jugées d'avance, et la postérité les envisagera comme nous.

L'indignation publique a éclaté à Paris, et toutefois l'ordre n'a point été troublé. L'avenir de la France est remis en question, et par là même. On s'attend aux plus graves excès, et personne ne les aura provoqués.

Aujourd'hui tous les gérans de Journaux se sont assemblés pour délibérer sur la conduite qu'ils auraient à tenir dans ces circonstances extraordinaires. Les uns proposent de ne point adhérer aux mesures illégales et aux ordonnances contre la Charte ; d'autres proposent de fixer, d'un commun accord, quel nombre de journaux se pourvoieraient devant les tribunaux pour réclamer l'exécution des lois.

M. Mangin, préfet de police, vient de faire parvenir à tous les imprimeurs un avis portant que toute publication, sans au-

torisation, amènerait la saisie et l'enlèvement de leurs presses. Plusieurs imprimeurs ont aussitôt fait savoir aux administrations des journaux que, loin d'obtempérer à cet ordre, ils étaient prêts à se dévouer et à résister, autant qu'il est en eux de le faire. — Tous les cabinets de lecture étaient encombrés ; la foule s'est portée principalement du côté de la Bourse. Dès une heure on commençait à s'entretenir de la baisse qui allait se manifester, à l'ouverture des opérations. L'attente générale a été cependant trompée, car la rente n'a baissé, au premier abord, que de 2 francs. On attribue cette espèce de retenue au parquet qu'une baisse plus prononcée eût plus gravement compromis. Afin de soutenir la rente, il a été écarté, autant qu'il était en son pouvoir, les ordres de ventes. Il redoutait que la peur n'amenât subitement une dépréciation calamiteuse. Toutefois, ces manœuvres n'ont pu empêcher le 3 p. c. de tomber à 74 fr. 50, ce qui fait près de 5 francs de baisse. Le cinq pour cent à 101 50 ; le ducat à 84 fr. 10.

Le cours de la rente ne représente que faiblement tout ce qu'avait amassé, dans les cœurs, d'indignation et de colère, la violation manifeste des lois et de l'ordre constitutionnel.

P. S. Le *Constitutionnel*, le *National*, le *Courrier-Français*, le *Temps*, le *Globe*, le *Journal du Commerce*, le *Messager*, et le *Figaro*, etc., sont décidés à paraître, sans demander l'autorisation. On assure que le *Journal des Débats* seul a refusé de se réunir à cet avis.

Les députés présents à Paris se réuniront ce soir chez M. Alex. Delaborde, et une grande partie des Electeurs dans les bureaux du *National*.

Les ordonnances qui précèdent produisent dans le public tout l'effet qu'on devait en attendre. Le lendemain, presque tous les journaux déclarèrent qu'ils ne se soumettraient pas, et qu'ils continueraient à user de leurs droits.

Le 27 le *Constitutionnel* et le *Débat* n'ont pas paru.

Les éditeurs du *National* et du *Temps* ont résisté aux officiers qui se sont présentés pour se saisir de leurs presses et qui furent obligés de briser les portes. Des pelotons de gendarmerie furent placés sur les boulevards et la place de la bourse. Des troubles éclatèrent au Palais-Royal et les croisées du Pr. de Polignac ont été brisées.

Le soir du 26 l'agitation avait été augmentée par une ordonnance du préfet de police qui défendait de vendre ou distribuer des écrits sur lesquels ne se trouveraient pas les noms, profession et demeure de l'auteur et de l'imprimeur, et qui ordonnait à tous les propriétaires de cafés et cabinets de lecture de n'avoir chez eux aucun journal non autorisé.

Le *National* du 27 dit : Plusieurs cafés ont été fermés par ordre du cabinet de police. Les journaux qui ont paru malgré l'ordonnance sont lus au milieu des groupes nombreux rassemblés de tous côtés, et sous les yeux même des gendarmes. Toute l'immense population de Paris proteste en masse contre les ordonnances. Les ateliers sont déserts, les magasins des rues de Richelieu, St.-Honoré, St.-Denis, sont fermés ainsi que les grilles des Tuileries et du Palais-Royal. Partout se forment des rassemblements que cherchent à dissiper les gendarmes et la troupe de ligne.

L'alarme croît à chaque moment ; ceux qui sortent par curiosité ou pour leurs affaires courent le risque d'être entraînés par la foule armée que ne peut plus arrêter la troupe. Le sang a commencé à couler ; trois gendarmes ont été tués et plusieurs personnes sabrées et foulées aux pieds des chevaux. Un mot, un seul mot, que l'ordonnance soit révoquée et la tranquillité renaîtra comme par enchantement. Mais ce mot nous ne l'espérons plus, et les conséquences de ce refus sont incalculables. Malheur à celui sur qui pèse une telle responsabilité.

28 juillet. Des courriers ont été envoyés dans toutes les directions pour appeler les députés au poste de l'honneur. Ils arrivent en hâte. Trente-deux seulement étaient hier à Paris, mais ils se sont assemblés et feront bientôt connaître ce qu'ils auront décidé. Ils sont tous d'une même opinion, de refuser les taxes à un gouvernement qui se met au-dessus des lois.

Paris est en complète insurrection.

Ce matin le drapeau blanc a été amené et brûlé en place publique.

Le peuple exaspéré parcourt les rues et désarme tous les militaires qu'il rencontre.

A midi des gardes nationaux ont paru en uniforme. Quelques patrouilles de cette garde se sont montrées dans Paris.

A ce moment (une heure et demie) le feu d'un régiment de la garde-royale et de plusieurs pièces de canon, est dirigé sur la rue Saint-Denis.

On dit que Paris est déclaré en état de siège et que le commandement en est confié au duc de Raguse.

La Bourse est fermée.

2 heures. Le feu a cessé. Les députés présents à Paris au nombre de 50 se sont assemblés et ont décidé : qu'ils protestent contre les ordonnances du 25 juillet comme illégales et criminelles ; qu'ils se regardent comme les véritables députés de la France ; qu'une députation sera aussitôt envoyée au commandant de la place et au préfet de Paris pour les prier de réorganiser la garde nationale ; que s'ils s'y refusent, la garde nationale elle-même est invitée à se rassembler et à veiller à la sûreté de Paris.

Les députés se sont déclarés en permanence, et ont fait publier une protestation énergique, précédée de l'arrêté suivant :

Les députés présents à Paris ont jugé nécessaire de se rassembler pour prévenir les dangers qui menacent la sécurité des citoyens et les propriétés.

Une commission a été nommée pour veiller à leurs intérêts pendant l'absence d'une organisation régulière.

MM. Audry de Puiraveau, Comte Gérard, Jacques Laffitte, Comte de Lobau, Mauguin, Odier, Casimir-Périer et de Schoen composent cette commission.

Le général Lafayette est nommé commandant de la garde nationale.

Signé :

MM. Labbey de Pompière, Sébastiani, Méchin, Périer (Casimir), Guizot, Audry de Puiraveau, André Gailot, Gaëtan de la Rochefoucauld, Mauguin, Bernard, Voisin de Gartempe, Froidefond de Bellisle, Villemain, Didot (Firmin),

Daunou, Persil, Villomot, De la Riboissière, Bondy (Comte de), Duris-Dufresne, Girod de l'Ain, Daisné de la Villeveque, Delessert (Benjamin), Marchal, Dau de Champlouis, Comte de Lobau, Baron Louis, Millaux, Estournel (Comte d'), Montguyon (Comte de), Levaillant, Tronchon, Gérard (le Général), Laffite (Jacques), Garcias, Dugas-Montbel, Camille Périer, Fassal, Alexandre Delaborde, Jacques Lefevre, Mathieu Dumas, Eusébe Salverte, De Poulmer, Hernoux, Chardel, Baux, Charles Dupin, Hély d'Orgy, Eugène d'Harcourt, Baillot, Général Lafayette, Georges Lafayette, Jouvencel, Bertin de Vaux, Comte de Lameth, Bérard, Duchaffaut, Auguste de Saint-Aignan, Keratry, Ternaux, Jacques Odier, Benjamin Constant, etc.

Nous ne pouvons présenter un tableau plus exact et plus détaillé des événements qui ont suivi qu'en donnant la traduction d'une lettre insérée dans le *London Herald* du 3 août.

Lettre du Correspondant du *London Morning Herald*, datée de

PARIS, le 30 juillet.

Par un postscript à ma lettre du 27, je vous disais « nous sommes pour une révolution. »

Dans la soirée de mardi les événements s'annonçaient d'une manière sérieuse. Les gendarmes postés sur la place du Palais-Royal furent attaqués sans relâche par ce que vous appelez à Londres des masses de *Dandies*, avec une persévérance et un acharnement dont toutes les émeutes, les tumultes, les révoltes et les révolutions en Angleterre n'ont offert aucun exemple. Ils étaient soutenus à la vérité par des jeunes gens de la bourgeoisie et de la plus basse classe du peuple, mais à cinq h. la majorité des attaquans se composait des élégans de Paris, ayant des pistolets dans leurs poches, et leurs jones à la main. Quelques uns furent tués. Voulaient m'assurer de ce qui se passait, je montai en cabriolet, et entrepris de traverser la place du Palais-Royal. J'arrivai au fort du combat. Le conducteur du cabriolet avait été chassé à cheval dans la garde-impériale. Lorsque nous nous trouvâmes à la queue des chevaux de la ligne de gendarmerie postée vis-à-vis la rue Froidefont, son irritation fut au comble. Le peuple chargé par la cavalerie, tiraient au visage des cavaliers, se retirait, et revenait à l'attaque, en s'écriant : *Vengeance ! Liberté ! à bas le Roi ! Vive la Charte ! vive l'Empereur ! vive Napoléon II ! la mort à Polignac ! la mort à Peyronnet ! Liberté, ou la mort ! C'en fut trop pour mon cocher. Sa tête ne put y tenir, et poussant sa haridelle, il chargea les gendarmes par derrière. Je saisis les rênes, et voyant combien il compromettait ma sûreté, je cherchai à le calmer, mais tout fut inutile : il se leva sur la pointe des pieds, et agitant sa casquette par dessus sa tête, il vociférait de toutes ses forces : Vive l'Empereur !*

Dieu sait que je ne suis point en humeur de provoquer le rire, mais cet incident et plusieurs autres, feront mieux connaître que toute autre description la situation de la ville et la disposition des esprits.

Quoique dans ce moment on supposât les gendarmes bien déterminés, je crus remarquer parmi eux des symptômes d'indécision et de crainte. Cependant ils combattaient en désespérés ; mais à chaque instant les assaillans étaient renforcés par des enfans, des ouvriers, des commis, des étudiants, des cochers, en un mot par des individus de toutes les classes.

Le feu était nourri de plus en plus.

Je rentrai chez moi et après dîner, m'étant mis en route pour le Palais-Royal, je rencontrai dans la rue Vivienne des détachemens d'hommes qui portaient des corps de leurs malheureux camarades. Comme ils passaient dans la rue Colbert, où il y avait un poste de Suisses, leurs cris de vengeance devinrent effrayants. Ils déposèrent un des corps sur la place de la Bourse, le découvrirent, l'environnèrent de cierges, et répétaient incessamment : *Vengeance, aux armes, aux armes !* Le bruit d'un coup de feu frappait l'oreille de tous ; à autre, mais ce bruit excepté, le plus grand silence régnait dans les rues, quoiqu'elles fussent encombrées de monde. Un peu plus tard des lanternes furent brisées, et les longues cordes qui les retiennent traînaient au milieu de la rue, rappelant à nos souvenirs le terrible usage qu'on en avait fait 41 ans plus tôt. A dix heures, on attaqua le corps de garde en bois de la place de la Bourse, les gendarmes en furent chassés, et on y mit le feu. Un corps de sapeurs pompiers arriva pour éteindre les flammes, mais on s'y opposa, et les sapeurs se laisserent désarmer. Plus tard encore, on se porta sur les boutiques de tous les armuriers de Paris, et on enleva les armes de toute espèce qui s'y trouvaient.

A 11 heures du soir, la tranquillité régnait en apparence dans Paris ; mais le lendemain à 4 heures, les rassemblements du peuple recommencèrent sur plusieurs points, principalement dans la rue St.-Honoré. Cette masse de gens bien vêtus de la veille reparut avec des renforts, mais le nombre des hommes terribles des faubourgs St.-Antoine et St.-Marceau était encore plus considérable. On se rapproche des Tuileries, mais jusqu'à dix heures, aucun acte d'hostilité n'avait été commis. En même temps les braves de l'ex-garde nationale certains de mourir s'ils étaient défaits, se réunissaient sur les boulevards, la place de Grève, et sur d'autres points. Au même instant avait lieu un incident nouveau et des plus importants ; les élèves de l'école polytechnique qu'on avait renvoyés après avoir retenus leurs épées sont venus en masse, et jusqu'au dernier se joindre au peuple. Ils se séparèrent ensuite pour prendre des commandements parmi le peuple, et certes ils ont noblement justifié la confiance qu'ils lui avaient inspirée. Dans une heure une force considérable pouvait agir sur plusieurs points. L'Hotel de ville, fut attaqué, pris et devint le point d'appui. Le dépôt d'artillerie dans la rue du Bac (St.-Thomas d'Aquin) fut également enlevé, réparti dans les points les plus importants et servi pendant douze heures avec le plus étonnant sang froid par cette jeunesse héroïque. Les Tuileries furent attaquées. Elles étaient défendues par le 3^e régiment de la garde royale, entièrement composé de Vendéens. Ce régiment est le premier qui ait tiré sur le peuple. De bonne heure dans la journée, les sapeurs pompiers se soulevèrent, une grande partie des gendarmes suivit cet exemple.

Paras du mentionner plus haut que, la nuit précédente, la garnison de Paris avait reçu l'ordre d'en sortir le 5^e régi-

ment reçut l'ordre de se préparer à faire feu sur le peuple rassemblé sur les Boulevards. Au commandement : « En joue ! » ils tournèrent leurs armes contre leur colonel, attendant de sang-froid le mot « Feu ! » Le colonel brisa aussitôt son épée contre son genou, déchira ses épaulettes et se retira. Le peuple alors se jeta dans les bras des soldats qui reçurent ses embrassements et restèrent, néanmoins, dans leur position.

Depuis ce moment, *Vive la ligne !* a été l'exclamation constante du peuple. A dix heures je me rendis sur la place du Carrousel. Dans la rue Richelieu et dans le voisinage de la rue St.-Honoré, les parties étaient en présence. Le 3e régiment de la garde paraissait toujours résolu à combattre : le peuple s'accumulait d'une manière effrayante : on ne proférerait pas une parole : le jardin des Tuileries était fermé. Je trouvai sur la place du Carrousel trois escadrons de lanciers de la garde royale, un bataillon du 2d régiment de la garde et une batterie de la garde de six pièces de canon. Les Tuileries et le Louvre étaient occupés par un régiment des gardes suisses. Hommes infortunés ! l'exemple d'une autre époque a été perdu pour eux ; — ils ont péri ! Je me rendais au quai du Louvre etc.

Dans ce moment on entendait une fusillade dans la direction de la place de la Grève, on y répondit par un feu roulant, et au bout de cinq minutes, 15,000 hommes des plus belles troupes du monde se trouvèrent engagés avec des citoyens armés de toutes sortes d'armes, ici se trouvait un petit corps de vieux gardes nationaux qui avec un sang-froid égalé seulement par les jeunes guerriers sans barbe de l'école polytechnique ouvraient leur feu contre l'artillerie, et la garde royale à pied et à cheval, française et suisse. Ils évitaient avec soin d'atteindre les troupes de ligne qui restaient gravement spectatrices du massacre qui avait lieu autour d'elles. D'autre part on voyait les féroces fédérés des quartiers St.-Antoine et St.-Marceau, avec les piques de 1815, ou d'autres instruments moins terribles. Des milliers de femmes et d'hommes sans armes, observateurs attentifs, encourageaient le parti populaire.

On s'est battu avec fureur pendant 10 heures. Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail des résultats.

Les régiments de la ligne n'ont pas tiré un coup de fusil pendant toute la journée ; le 53e refusa de marcher contre le peuple. Les canonniers de la garde donnèrent à leurs pièces un angle d'élevation qui épargnait les assaillants : ceux-ci, qui ne s'en aperçurent point, ne les épargnaient pas.

La cavalerie fut dispersée après une centaine de charges. Le drapeau tricolore flotta de suite sur la tour de l'Hôtel-de-Ville et sur celles de Notre-Dame.

Mardi au soir, le prince de Polignac faillit être fait prisonnier ; sa maison fut pillée ; mercredi au soir, l'abbé de Frayssinous a été arrêté. Tous les ministres ont pris la fuite.

A dix heures, les Tuileries et le Louvre tenaient encore, mais je vis alors passer le long des Boulevards une partie d'un régiment de lanciers ; ils furent suivis des restes d'un régiment d'infanterie de la garde, de ceux d'un régiment de cuirassiers, parmi lesquels étaient des gendarmes des chasses ; enfin venait une partie d'un régiment de la ligne. Toutes ces troupes paraissaient excessivement abattues ; les fantassins étaient harassés ; les cavaliers, la plupart démontés, se traînaient avec peine, c'était une retraite, une pleine déroute.

Les Suisses ayant refusé de se rendre, ont été tués en pièces. La nomination du général Lafayette au commandement de la garde nationale est une circonstance heureuse ; il y aura 80,000 hommes organisés avant ce soir.

Le duc d'Orléans sera roi ; son fils, le duc de Chartres, marche sur Paris à la tête de son régiment de Hussards pour venir au secours des Bourgeois. Le roi de France, quel qu'il soit, ne devra pas être bien puissant pour plaire à son peuple.

Napoléon II est proclamé par tout le parti du peuple.

Les troupes se rassemblent sur la place du Carrousel pour marcher contre St. Cloud ; il n'y aura sans doute aucun combat.

Au moment où j'écris, on affiche des placards avec ces mots « Plus de Bourbons ! »

31 juillet. — Voici vraiment la nation la plus extraordinaire du monde ; avant-hier Paris était rempli de 150,000 hommes combattant avec acharnement ; les rues étaient inondées de sang et retentissaient du bruit du canon, des décharges de mousqueterie, du pas de charge, des sons du tocsin, des cris des combattants, des gémissements et des plaintes des blessés et des mourans ; hier au matin tout était calme. Le service militaire était fait avec ordre et précision par 100,000 hommes qui jamais n'ont été soldats ; ils étaient dirigés par ces héroïques jeunes gens, les élèves de l'école polytechnique, et avaient sous les yeux l'exemple de la garde nationale. Une gravité décente régnait partout dans le cours de la journée. A chaque pas, on rencontrait des hommes transportant sur des brancards les blessés qui avaient la force de supporter le transport ; l'Hôtel-Dieu seul en a reçu 1500 de tous les partis. Sur le passage de ces malheureux, chacun se découvrait spontanément et avec le plus grand respect. Les morts étaient honorablement enterrés. Le nombre de ceux qui périrent au Louvre est immense. On en a porté 80 en face de la porte de l'est, et on les y a enterrés avec les honneurs militaires. Une barque en a conduit à peu près autant au Champ-de-Mars où ils ont été ensevelis. La plupart de ceux qui succombèrent le jour d'avant, parmi lesquels se trouvaient quatre Anglais, ont été enterrés au marché des Innocents.

La soirée a présenté, s'il est possible un spectacle plus intéressant et plus imposant. Déjà la plus grande partie de la garde nationale avait été réorganisée, et, avec ceux que la haute société appelle de la canaille, occupait tous les postes militaires de la ville. Le long des quais et dans toutes les rues, les femmes, réunies en groupes, préparaient des bandages et de la charpie pour les blessés. Les passages offraient le coup-d'œil le plus frappant. Toutes les mercières et leurs filles de boutiques, assises en dehors de leurs magasins, travaillaient à force à faire de la charpie.

Paris est tellement fortifié au dedans qu'un million d'hommes pourrait à peine le prendre. Je ne puis vous dire combien de rues la ville contient, mais toutes peuvent faire une longue et meurtrière défense, dont je ne puis vous décrire ici les moyens.

L'école militaire s'est rendue hier, l'artillerie de Vincennes a

marché sur St.-Cloud. La forteresse est toujours entre les mains des troupes du roi. On dit que le duc de Bordeaux y est renfermé ; pauvre enfant ! je suis sûr qu'on ne lui veut point de mal ; si on menaçait sa personne, la garde nationale le défendrait au péril de la vie. Les prêtres avaient tous disparu, ou s'étaient déguisés. Le gouvernement provisoire leur a fait savoir qu'ils étaient sous la protection de la nation et qu'ils pouvaient reprendre l'exercice de leurs fonctions en toute sécurité, ils sont tous retournés à leurs églises. Une force considérable s'est rassemblée à Versailles et à St.-Cloud, avec l'intention d'y rester, dit-on, en observation. Ils ne veulent point attaquer Paris, mais si on les attaque, ils se défendent. Ils occupent les hauteurs de Meudon et le mont Valérien. Plusieurs centaines de soldats de la garde ont abandonné leurs régiments, et on les rencontre dans Paris, leurs moustaches rasées.

Le nombre de personnes sous les armes devient moins considérable. Le château des Tuileries reste en possession des braves qui l'ont emporté d'assaut. Si l'on pouvait voir la dedans matière à plaisanterie, ces soldats improvisés en fourniraient abondamment ; leur costume est varié, comme vous pouvez croire, et se ressent du métier qu'ils ont quitté pour courir aux armes ; aussi le château offrait-il, mardi au soir, un coup d'œil des plus grotesques.

La perte des deux côtés a été immense le jeudi 29 juillet. Il était évident que les troupes étaient abattues ; quelques corps n'avaient pas mangé depuis 30 heures ; et d'ailleurs, ils combattaient contre leurs compatriotes. Les malheureux Suisses étaient encore plus découragés, car ils craignaient qu'il n'y eût point de quartier pour eux, c'était à tort, tous ceux qui se sont rendus ont été épargnés. Le peuple se battait avec une intrépidité digne de la cause qu'il défendait.

Sur un point une femme, avec les vêtements de son sexe, combattit, à la tête des habitants et montra autant de courage que le plus brave. A l'attaque de la caserne des Suisses, rue Plumet, une femme, habillée en homme, a montré aussi beaucoup de bravoure. Le 31e régiment de la Garde (en grande partie composé de Vendéens) s'est battu avec une intrépidité extraordinaire ; parmi les cuirassiers, beaucoup ont mis bas les armes, les Lanciers de la Garde, un des plus beaux régiments français, ont presque tous péri, victimes de leur bravoure et de leur constance. Voici un exemple qui vous montrera quelle était la résistance des Suisses, et la nature de l'assaut qu'ils avaient à soutenir.

Une de leurs compagnies défendait une partie de la rue St.-Honoré ; ils n'étaient plus que 60, lorsque j'arrivai sur le lieu du combat, et étaient disposés en trois files. Le peuple occupait la rue dans toute sa largeur devant eux ; le premier soldat suisse faisait feu ou essayait de faire feu et avant qu'il put passer sur les derrières, il tombait criblé de balles, le second le remplaçait et ainsi de suite jusqu'au dernier. Au Louvre, aux Tuileries, et à la place de Grève, on s'est battu avec le plus grand acharnement : la rue St.-Honoré était, pendant deux jours, le théâtre de massacres continuels. On peut compter, sur une maison qui fait le coin des rues de Rohan et St.-Honoré, cinq mille trous de balles. Le Louvre, à l'exception de la galerie de tableaux, a été attaqué et défendu pendant plusieurs heures. Dans la cour du Louvre, une pièce de canon de campagne avait été placée, qui commandait le pont des arts, en face de l'institut ; là, le combat a été si terrible et si acharné, que la façade de l'institut est criblée de balles. Il paraît qu'on n'a tiré qu'un seul coup de canon ; le boulet a brisé une partie du mur, mais d'après sa situation, il doit avoir fait un effet terrible en balayant tout le pont. L'attaque des Tuileries n'a pas duré aussi long-temps, de deux à trois heures. Un jeune homme marchait à la tête des habitants, portant un drapeau tricolore ; mille balles parties du château, sifflèrent à ses oreilles, sans le toucher ; il continua d'avancer avec sang-froid, jusqu'à ce qu'il fut arrivé à l'arc de triomphe, où il resta pendant toute l'action.

Le voisinage de l'hôtel de ville a été le théâtre d'un combat aussi sanglant. Le peuple occupait le quai Pelletier et la place de Grève ; après une résistance opiniâtre, ils furent lentement repoussés dans la place, où ils se maintinrent toute la journée contre les plus belles troupes de l'univers, et même les forcèrent à la retraite.

La lieutenance du royaume est offerte au duc d'Orléans ; le roi, dit-on, s'est retiré sur Lille ; toutes les marques de la royauté sont détruites. Les rues même nommées d'après la famille royale ont perdu leur désignation ; les députés sont en ce moment rassemblés chez M. Lafitte.

La cour n'a plus d'espoir de renouveler le combat ; plusieurs officiers de la garde ont donné leur démission entre autres le comte la Tour-du-Pin.

Les Boutiques sont encore fermées, malgré la proclamation de la municipalité. Une détresse générale du peuple s'ensuivrait, si des arrangements n'avaient pas été pris pour pourvoir à sa subsistance. Les familles, les soldats reçoivent du pain, de la viande, et d'autres provisions.

L'ordre qui règne partout fait le plus grand honneur au peuple et à ses chefs ; la garde nationale s'est immortalisée par sa conduite exemplaire ; les parisiens méritent aussi les plus grands éloges, car, au milieu de l'effervescence du moment, il n'y a point eu de pillage, aucun étranger n'a été insulté.

Mercredi au soir, le drapeau tricolore, surmonté d'une aigle impériale, avait été arboré sur l'arc de triomphe de la place du Carrousel ; en ce moment le drapeau seul flotte, l'aigle a été enlevée. Non seulement tous les français, mais encore les russes, les anglais, les allemands, les danois et tous les étrangers se sont décorés de la cocarde tricolore.

Proclamation adressée au Peuple français, par les Députés assemblés à Paris.

FRANÇAIS, la France est libre ! le pouvoir absolu avait déployé son étendard, la population héroïque de Paris l'a renversé. Paris, attaqué, a fait triompher par les armes la cause sacrée qui vainement avait triomphé par les élections. Un pouvoir qui usurpait nos droits et troublait le repos de la France menaçait à la fois la liberté et l'ordre, nous avons reconquis l'ordre et la liberté. Plus de crainte pour nos droits acquis, plus de barrière entre nous et les droits que nous réclamons. Un gouvernement qui puisse sans effroi nous garantir

ces avantages, tel est le premier besoin de notre pays. Français, ceux de vos députés qui sont en ce moment à Paris se sont assemblés, et jusqu'à ce que les chambres puissent être régulièrement convoquées, ils ont invité un Français, qui jamais n'a combattu que pour la France, le duc d'Orléans, à remplir les fonctions de lieutenant général du royaume. C'est là, ils le pensent, le plus sûr moyen de recueillir dans la paix, les fruits de la défense la plus légitime. Le duc d'Orléans est dévoué à la cause nationale et constitutionnelle ; il en a toujours défendu les intérêts et professé les principes. Il respectera nos droits, car c'est de nous qu'il tiendra les siens. Nous trouverons, dans de sages lois, toutes les garanties nécessaires d'une liberté, forte et durable ; le rétablissement de la garde nationale, avec le droit de nommer ses officiers ; l'intervention des citoyens dans la formation d'administrations départementales et municipales ; le jury pour les délits de la presse ; la responsabilité légale des ministres, et des agents secondaires de leurs administrations ; la garantie de tous les grades militaires, la réélection des députés fonctionnaires ; nous donnerons enfin à nos institutions, de concert avec le pouvoir exécutif, tous les développements qu'elles réclament. Français, le duc d'Orléans lui-même a déjà parlé, et son langage est celui qui convient à un pays libre. « Les chambres, a-t-il dit, vont s'assembler ; elles délibéreront sur les moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation. La charte sera désormais une réalité. »

Proclamation du duc d'Orléans.

Habitans de Paris ! les députés du peuple français, en ce moment assemblés à Paris, ont exprimé le désir que je vinsse dans la capitale, exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume. Je n'ai point hésité un instant à venir partager vos dangers ; à m'entourer de votre population héroïque, et à employer tous mes efforts à vous préserver des calamités d'une guerre civile et de l'anarchie. En rentrant dans la ville de Paris, je portais avec orgueil ces couleurs que vous avez reprises, et que j'ai moi-même long-temps portées. Les Chambres vont s'assembler ; elles délibéreront sur les moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation. La Charte sera désormais une réalité.

LOUIS PHILIPPE D'ORLÉANS.

Le *Moniteur* du 31 contient la communication suivante :

Il a été jugé nécessaire de désigner pour chaque branche de l'administration publique, des commissaires qui pussent remplacer provisoirement les ministres qui viennent de tomber avec le pouvoir de Charles X.

Les commissaires provisoires suivans ont été nommés :

Au département de la justice, M. Dupont de l'Eure ; aux finances, le baron Louis ; à la guerre, le général Gérard ; à la marine, M. de Rigny ; aux affaires étrangères, M. Bignon ; à l'instruction publique, M. Guizot ; à l'intérieur et aux travaux publics, M. Casimir Périer.

Signé : Lobau, A. de Puiraveau, Mauguin, de Schonen.

On vient de faire dans le Wurtemberg un nouvel usage des puits artésiens. L'eau de ces puits, qui vient d'une grande profondeur, n'est jamais au-dessous de neuf à dix degrés de chaleur Réaumur. M. de Bruckmann, membre du conseil d'architecture à Heilbronn, qui a déjà percé depuis plusieurs années un grand nombre de ces puits dans la ville, a imaginé de profiter de la chaleur constante de l'eau pour tenir pendant l'hiver les roues des moulins libres de glace. A cet effet, il amène l'eau des puits artésiens dans des conduits percés plus haut que les roues, et la fait ainsi tomber dessus. De cette sorte la glace ne peut rester autour des roues. Dans un moulin de la fabrique Cotta, l'évaporation de l'eau conservait sans interruption une température uniforme de cinq à six degrés de chaleur. Les ouvriers pouvaient continuer fort bien leurs travaux sans qu'on eût besoin de faire du feu. Ces résultats, obtenus par M. de Bruckmann, et sur lesquels il a présenté un rapport étendu au comité central de la société rurale de Wurtemberg, sont d'une si haute importance pour tout possesseur de moulins, et surtout pour les moulins à blé, que les puits artésiens, encore rares en Allemagne, s'y propageront sans doute avec rapidité. On dit que les procédés de M. de Bruckmann pour percer ces puits sont encore préférables à ceux que l'on emploie en France et en Angleterre, et qu'ils coûtent moins cher. (*Gazette d'Augsbourg.*)

Le feu roi d'Angleterre a laissé, dit-on, par une clause expresse de son testament, de quoi payer toutes les dettes de son frère défunt le duc d'York. La fortune particulière de S. M. se montait à plus de 600,000 liv. st. (15,600,000 francs environ.)

Un journal prétend que la mission dont est chargé le fils de M. de Peyronnet, parti en courrier pour l'Afrique, a pour objet de remettre à M. de Bourmont sa nomination de maréchal de France, qui a été signée au dernier conseil des ministres.

On écrit de Copenhague : Nous attendons une flotte russe de 15 bâtimens de guerre, qui doit sortir de la Baltique pour faire une campagne d'évolutions. Deux frégates et un brick sont déjà sur notre rade. Chaque frégate porte 44 canons et 350 hommes d'équipage.

Les lettres de Madère font un grand éloge du nouveau gouverneur. L'île sous son administration semble devoir jouir d'un repos qui depuis long-temps lui était inconnu. Il a ordonné la mise en liberté de plusieurs habitants qui depuis long-temps étaient détenus sans qu'il y eût aucune trace des accusations.

M. le prince de Schwartzemberg est arrivé à Paris. On le dit délégué par M. de Metternich pour suivre ici les conférences du congrès au petit pied, dont l'ouverture a eu lieu récemment au château de Johannisberg. C'est sans doute à cause du rôle qu'il a joué dans le procès en divorce de lord Ellenborough, que le prince de Metternich et la congrégation lui ont donné cette marque de confiance.